

*Actes des Assises de la Démocratie participative*

*Hazebrouck (59)*

*14/10/2015*

**HAZEBROUCK**  
La ville qui vous ressemble

## Sommaire

Introduction

Ouverture des Assises de la Démocratie participative

**Agora - Co-production : Du face à face au côté à côté**

**Débat - Politique de la Ville & Démocratie participative : d'où l'on vient, ou l'on va ?**

**Table ronde - Associations, professionnels : valeurs et méthodes**

**Table ronde - Les HUC (Habitants/ Usagers /Citoyens) : de l'utilisateur à l'expert ?**

**Table ronde - Associations, professionnels : valeurs et méthodes**

**Agora – E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?**

**World Café - Un contrat dans la ville !**

# Ouverture des Assises de la Démocratie participative



## **Animateur**

Maxime Lemaire — Voix Active

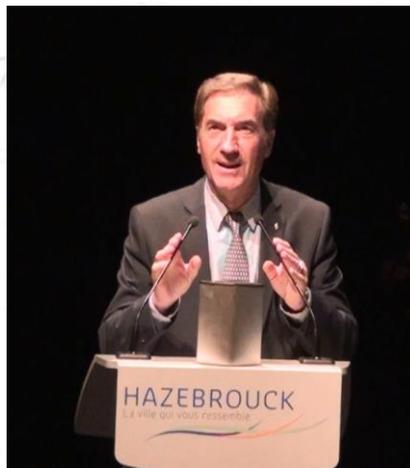
## **Intervenants**

Bernard Debaecker, Maire de la ville d'Hazebrouck

Henri Jean, Sous-Préfet de l'arrondissement de Dunkerque

# Ouverture des Assises de la Démocratie participative

**Bernard Debaecker, Maire de la ville d'Hazebrouck**



C'est le principe même de démocratie participative qui a guidé cette journée. Vous donnez l'occasion d'échanger autour de vos expériences respectives mais aussi d'envisager de nouvelles pistes d'actions collectives. Ce n'est pas un hasard si la ville d'Hazebrouck a souhaité organiser ce premier rendez-vous inédit qui rassemble des élus, des techniciens de collectivités territoriales, des associations, des universitaires ainsi que des habitants de différents conseils citoyens.

La municipalité d'Hazebrouck est particulièrement attachée à associer les citoyens aux décisions qui concernent leur quotidien. Des grands thèmes tels que l'aménagement urbain, la mobilité ou la nature en ville ont fait l'objet de réunions trimestrielles associant de nombreux habitants. Enfin, la signature du contrat de ville le 25 juin dernier, permet de déployer un large éventail d'initiatives en lien étroit avec les 1 300 habitants du quartier prioritaire et l'ensemble des partenaires. 70 fiches actions sont d'ores et déjà programmées en matière de transport, d'emploi, de solidarité et un conseil citoyen est en cours d'installation.

Comment un territoire pourrait-il vivre et se développer sans le dynamisme et la créativité de ses habitants ? Cette journée a pour ambition, de vous offrir la possibilité d'entrevoir cette nécessaire implication tout en mesurant l'importance de cette collaboration.

Ces assises de la démocratie participative ont souhaité mettre en avant la nouveauté et l'inventivité, tout en mettant en lumière les expériences favorisant le développement humain et le progrès social. Elles témoignent de l'essor d'une société dont chacun devient pleinement acteur grâce à des outils, mais aussi et surtout grâce à l'écoute et à la bienveillance des personnes qui se sont déplacées aujourd'hui.

J'oserai citer le slogan de la ville d'Hazebrouck « une ville qui vous ressemble », pour souhaiter que ce rendez-vous soit à votre image.

Place à l'action, à vous de jouer.

**Henri Jean, Sous-Préfet de l'arrondissement de Dunkerque**



C'est une volonté très forte de l'Etat que cette nouvelle génération de contrat de ville face de la démocratie participative, un axe clé, et pas uniquement parce que c'est à la mode. Il y a toujours de très brillants architectes, des sociologues pleins d'initiatives, des techniciens qui ont réponse à tout, des ingénieurs qui savent ce qu'ils doivent faire. Cependant, force est de constater que si on ne mettait pas un peu de bon sens dans cette affaire, surtout, l'avis de ceux qui vivent au quotidien dans ces quartiers prioritaires, ont risqué fort de se laisser emporter par la logique des idées séduisantes dont on se rendait compte concrètement, quelles aboutissaient à des impasses ou à des situations qui devenaient invivable pour la population.

Il s'agit donc d'une question d'efficacité plus que d'un effet de mode, pour ceux qui vivent au quotidien ces réalités. Cette démarche de participation citoyenne est donc fondamentale afin de recueillir l'avis de la population.

On a besoin de vous, et la politique de la ville ne serait comme toute politique publique, se construire sans l'adhésion et le point de vue des citoyens qui est à la base de notre démocratie.

# Agora – Co – production : du face à face au côte à côte



## **Animateur**

Maxime Lemaire – Voix Active

## **Intervenants**

Catherine Depelchin, Conseillère départementale du canton d'Hazebrouck (59)

Céline Douay, Chef la Mission Politique de la Ville auprès du Préfet délégué Pour l'Égalité des Chances, Préfecture du Nord

Bassem Hasseh, Elu à la co-construction et au dialogue citoyen, ville de Nantes (44)

Pierre-Marie Lecire, Conseiller délégué à la Démocratie participative, ville d'Alençon (61)

# Agora – Co – production : du face à face au côte à côte

Catherine Depelchin

Conseillère départementale du cantin d'Hazebrouck (59)

Céline Douay

Chef de la mission Politique de la Ville

Auprès du Préfet délégué pour l'Égalité des Chances

Préfecture du Nord

***« 91 quartiers sont concernées par la nouvelle géographie prioritaire dans le Nord. Ils se répartissent dans 69 communes, dont 05 nouvelles entrantes. Concernant le portage des contrats de ville, ce sont 08 intercommunalités et 05 communes qui les portent »***

« La démocratie participative réunit les citoyens autour des sujets qui les concernent.

En effet, elle permet d'associer et d'être associé autour de chaque parole, de chaque initiative et chaque idée. L'action du département est riche d'exemples avec de près de 5 000 participations aux ateliers citoyens, et les 32 conseils cantonaux.»

« Les grands principes de la réforme furent de revoir la fameuse géographie de la politique de la ville, de concentrer l'action dans les quartiers les plus en difficultés, mettre en place de nouveaux contrats de ville avec une contractualisation renouvelée et un nouveau programme de renouvellement urbain. Ajoutons à cela, la mise en œuvre d'une véritable démarche de co-construction avec l'instauration des conseils citoyens dans les quartiers prioritaires.

L'un des enjeux majeurs était d'assurer la signature des contrats de ville avant le 30 juin 2015, ce fut un pari gagné.

Ces signatures ne sont que le début, la finalité étant d'intégrer dans la gouvernance les conseils citoyens. Tout au long du processus, les habitants se doivent d'être associés. La co-construction étant le réel leitmotiv de cette loi, tel que l'exprime l'article premier de la loi Lamy.

Le cadre de référence du conseil citoyen est particulièrement souple, il peut s'adapter au contexte local.

Certains freins ont été remarqués tels que la réticence des élus par rapport au tirage au sort, qui ne concerne pourtant que 50% des membres du conseil citoyen. Les listes mises à disposition s'avèrent quant à elles incomplètes.

Des expériences intéressantes peuvent être mentionnées telles que celle à Villeneuve d'Ascq avec la signature d'une convention entre le bailleur et la ville. Pour autant, le passage des conseils de quartiers aux conseils citoyens fut pour le moins complexe. En effet, les conseils de quartier sont souvent présidés par des élus, cependant, le conseil citoyen ne doit pas en contenir, c'est un critère de non-labellisation.

Enfin, une expérience intéressante mérite d'être mentionnée. L'association des membres du conseil citoyen à la programmation politique de la ville 2016. Cette expérimentation étant mise en œuvre à Ronchin. »

# Agora – Co – production : du face à face au côte à côte

Pierre-Marie Lecire

Conseiller délégué à la Démocratie participative

La genèse de la Démocratie Locale à Alençon

Ville d'Alençon (61)

**« La ville d'Alençon a mis en place ses structures de démocratie locale en 2009 »**

**« La ville d'Alençon c'est 26 000 habitants au sein d'une communauté urbaine qui totalise 58 000 habitants »**

**« La Démocratie Locale s'articulait en 6 quartiers. La loi de février 2014 sur la Politique de la Ville a fait obligation de créer des conseils citoyens prioritaires pour 2 quartiers de notre ville bénéficiant du programme ANRU »**

« Le cadre de référence permettait d'étendre cette appellation aux autres quartiers non prioritaires. La ville d'Alençon a fait le choix d'uniformiser cette disposition et de réunir au sein de chaque Conseil citoyen les structures, habitants, associations et acteurs locaux.

Une telle organisation permet pour les habitants en particulier de favoriser et de développer l'intergénérationnel. La ville d'Alençon a pour but de faire travailler ensemble le plus possible, les conseils citoyens qui la composent.

Le système retenu lors de la création des conseils citoyens concernant plus particulièrement les habitants a été :

- la reconduction des habitants volontaires issus des instances de démocratie participative déjà existante,
- faire appel au volontariat par une campagne ad hoc,
- l'utilisation du tirage au sort tel que préconisé.

Sur ce dernier point nous avons retenu le fichier RIL (Répertoire des Immeubles Localisés) qui apparaissait le plus fiable. Cette dernière disposition s'est révélée infructueuse, nous nous sommes vus opposés des refus de la part des personnes qui avaient été tirées au sort.

L'objectif de la municipalité est de placer l'habitant au centre de nos concertations en amont des projets retenus et concernant leur vécu quotidien.

Exemple, un quartier de notre ville a émis le souhait d'aménager un square. Une concertation a été organisée avec les habitants sur le thème « imaginer votre espace ». L'école en proximité de ce projet a été sollicitée et associée à la démarche. Nous leur avons transmis les plans nus du terrain.

Une réunion a été organisée le 30 avril pour faire un bilan, cette rencontre a permis de recueillir les attentes et les propositions des habitants et de l'école. L'aménagement du square a été validé en conseil municipal et verra sa réalisation au cours de l'année 2016. Pour une concertation efficiente trois paramètres sont indissociables : l'habitant, l'élus et les services concernés.

Il est important d'affirmer la volonté de s'associer de faire participer spontanément les habitants ».

# Agora – Co – production : du face à face au côte à côte

Bassem Hasseh

Elu à la Co-construction et au dialogue citoyen

Ville de Nantes (44)

***« L'idée de transparence est particulièrement présente. Il est nécessaire de délimiter le cadre et de fixer des règles afin de ne pas créer de déceptions. »***

***« Le fruit des travaux communs au sein des quartiers prioritaires est transmis aux habitants en dehors des quartiers en politique de la ville afin de favoriser la cohésion sociale. Cette diffusion est aussi assurée auprès des élus afin qu'ils prennent en considération les propositions des habitants. »***

« A Nantes, cela fait 20 ans que la démocratie participative est mise en œuvre à travers les conseils de quartier ainsi que les ateliers citoyens.

La mise en avant de la démocratie participative s'inscrit dans la poursuite de deux objectifs. Le premier est l'efficacité de l'action publique, les décisions étant alors prises par les élus responsables des deniers publics, mais sur propositions des habitants.

Le second objectif est le renforcement de la cohésion sociale afin d'éviter que le rendez-vous entre l'élu et le citoyen soit une fois tous les 6 ans, mais à l'inverse quelque chose qui fasse partie du quotidien, le but étant d'identifier très tôt et très vite les attentes des citoyens.

Nous avons donc structuré notre démarche selon deux axes. Tout d'abord l'axe territorial, 11 quartiers à Nantes avec chacun son conseil de quartier ; une « rénovation » fut effectuée en 2015 afin de ne plus appeler ces instances « conseils », cette notion paraissant beaucoup trop institutionnelle.

Notre volonté tend vers une forme d'assemblée générale de quartier, tout le monde pouvant participer et s'engager à travers les « rencontres de quartier ».

Il y a donc deux fois onze dates dans l'année, au cours desquelles nous essayons d'identifier les problèmes ainsi que les préoccupations des habitants. La plupart sont des sujets de proximité se situant au niveau du quartier, pour lesquels il est possible d'apporter facilement des réponses avec des budgets pas nécessairement très élevés.

Nous avons l'exemple d'un square mal entretenu ; les habitants ont donc fait le choix de le réaménager sans nécessairement avoir un budget, mais avec le concours matériel des services espaces verts de la ville.

Au-delà de ces micro-actions, nous avons des axes thématiques qui sont orientés par les politiques publiques, tels que la vie nocturne sur la ville de Nantes. Nous ne souhaitons pas que ce soit uniquement l'élu ou les services techniques de la mairie qui imposent leurs propositions.

Nous avons donc créé un conseil de la nuit, et c'est grâce aux habitants qui en font partie que nous parviendrons à répondre aux attentes des habitants, notre souhait étant de sortir du cadre réglementaire et institutionnel afin d'innover.

Le dialogue citoyen est alors mené dans un esprit d'efficacité et de pédagogie. Cependant, nous n'hésitons pas à dire que certaines propositions ne sont pas réalisables, mais en expliquant les raisons. En contrepartie, on se nourrit de leurs propositions lorsque notre argumentaire n'est pas convaincant.

Concernant les conseils citoyens, il a fallu jongler entre les dispositifs existants et ceux de la réforme.

# Agora – Co – production : du face à face au côte à côte

Bassem Hasseh

Elu à la Co-construction et au dialogue citoyen

Ville de Nantes (44)

***« Le dialogue s'adapte aux différentes temporalités, à long terme pour les projets structurants, et court-moyen terme pour les projets plus précis tels que la rénovation d'un square »***

Il se trouve que dans les 11 quartiers, certaines parties d'un quartier sont « prioritaires » dans le sens de la politique de la ville et d'autres ne le sont pas. On a alors proposé d'expérimenter dans deux quartiers différents (un en fin de projet de rénovation urbaine, l'autre en début de projet), deux conseils citoyens autonomes sans élus ni services de la mairie.

La mairie s'est contentée d'inciter les citoyens habitant ces deux quartiers à se rencontrer pour constituer les deux conseils citoyens correspondant.

Enfin, d'autres actions ont été mises en œuvre, notamment à l'échelle métropolitaine, avec une réflexion sur les usages que les habitants (24 communes) voudraient voir se développer autour de la Loire.

Un travail de pédagogie est à opérer afin de rendre les variables d'un thème lisibles et compréhensibles. Il faut accompagner les habitants et les services, notamment en organisant des formations (Comment animer une réunion ?/ Quel est votre rôle ?).

Il faut favoriser la créativité, notamment à travers la diversité de parcours (retraités, chômeurs, jeunes actifs, étudiants, Nantais de longue date ou plus récents, etc.).

Il y a un vrai problème sur la diversification des parcours que nous essayons de régler dans les actions de communication et d'invitation des citoyens à ces dispositifs de dialogue citoyen. »

# Débat – Politique de la Ville & Démocratie Participative : d'où l'on vient, où l'on va ?



## **Animateur**

Maxime Lemaire — Voix Active

## **Intervenants**

Patricia Cailleret, Chef de projet, ville de Lille (59)

Bénédicte Tillard, Responsable Politiques de cohésion sociale et politique de la ville, Communauté Urbaine de Dunkerque (59)

Nathalie Devault, Service Démocratie locale, ville de Reims (51)

Pierre Duponchel, Directeur du Pôle Aménagement et Développement Durable, ville d'Hazebrouck (59)

# Débat – Politique de la Ville & Démocratie Participative : d'où l'on vient, où l'on va ?

Pierre Duponchel

Directeur du Pôle Aménagement et Développement Durable

Des tables citoyennes au conseil citoyen

Quartier des résidences Pasteur et Foch

Hazebrouck (59)

***« La méthodologie se voulait souple, en atteste l'organisation d'une balade urbaine lors de la table citoyenne concernant le cadre de vie et renouvellement urbain »***

***« Nous avons développé des éléments de communication (affichage, tractage, porte à porte, vidéo) afin de capter les habitants qui ne venaient pas. Le dispositif service civique auquel nous avons eu recours a permis d'entretenir un réel lien avec les habitants du quartier »***

« En 2014, un quartier de la ville d'Hazebrouck fut pour la première fois inscrit dans la nouvelle politique de la ville. C'était une première à l'échelle communale qui compte près de 22 000 habitants sur son territoire, ainsi que pour la nouvelle intercommunalité de 100 000 habitants dont la ville d'Hazebrouck fait partie. Le quartier des résidences Pasteur et Foch compte près de 1 300 habitants répartis dans 600 logements dont 80% sont des logements sociaux.

Dans le cadre de cette inscription dans la nouvelle géographie prioritaire du quartier des résidences Pasteur et Foch, une méthodologie fut mise en œuvre. Tout d'abord, nous avons souhaité recruter un animateur afin d'assurer la neutralité des échanges. Différentes amplitudes horaires furent aménagées afin d'être le plus représentatif possible, un premier temps fut donc organisé le mercredi matin et un second le jeudi soir.

Des conditions furent posées en amont de la recherche, notamment la non présence des élus durant la tenue des tables citoyennes. Ils venaient ouvrir et clôturer l'événement au moment de la synthèse. Ajoutons à cela la présence de partenaires du territoire tels que le centre social, le tissu associatif ou encore les agents du département. Ces acteurs avaient pour rôle d'être présents au sein de chaque table afin d'animer et de retranscrire les échanges, de façon à prévenir les difficultés liées à l'illettrisme. Chaque paire de tables citoyennes a donc été décliné en plusieurs éditions afin d'aborder différentes thématiques (habitat et logement, développement économique/emploi et formation, mobilité et déplacement, cadre de vie et renouvellement urbain).

Les tables citoyennes avaient donc pour objectif d'amener à la création du conseil citoyen. L'enjeu fut d'aller chercher les habitants qui n'avaient pas l'habitude de participer à des actions participatives, afin de les amener à co-construire le contrat de ville d'Hazebrouck. En moyenne, 50 participants étaient présents par grande thématique, ce qui a abouti à 400 propositions. Nous avons permis aux habitants de s'exprimer mais aussi de valider et hiérarchiser leurs propositions lors d'une réunion de validation. Chaque table citoyenne a fait l'objet d'un « Echo-Citoyen » qui se présente sous la forme d'un tract, et qui reprend les propositions en fonction de leur récurrence. Ce dernier était distribué à tous les habitants du quartier. En parallèle, un certain nombre d'actions furent mises en œuvre en partenariat avec le centre social situé dans le quartier (Centre d'Animation du Nouveau Monde), le département ainsi que la fondation l'Abbé Pierre. Une exposition photographique a notamment été réalisée afin de permettre aux habitants de se raconter à travers l'image. Un regard critique à travers une approche théâtrale fut également scénarisé et produit par la compagnie « La Belle Histoire ». Enfin, un chantier participatif a été réalisé avec le jeune public présent sur le quartier. L'objectif fut de réaliser deux fresques citoyennes sur des arrières de garages misent à disposition par l'un des bailleurs sociaux présent sur le quartier.

Cette démarche de co-construction partenariale et citoyenne a donc abouti à la création du conseil citoyens doté de cinq principaux objectifs, à savoir : évaluer les politiques publiques mises en places, maintenir et accroître la dynamique de participation citoyenne, participer aux instances de pilotage dans le cadre de la politique de la ville, répondre aux appels à projets, être force de propositions.

# Débat - Politique de la Ville & Démocratie Participative : d'où l'on vient, où l'on va ?

Pierre Duponchel

Directeur du Pôle Aménagement et Développement Durable

Des tables citoyennes au conseil citoyen

Quartier des résidences Pasteur et Foch

Hazebrouck (59)

***« Il est important d'informer les habitants autant sur la mise en œuvre que sur les difficultés rencontrées »***

Un tirage au sort a donc été réalisé avec l'appui des deux services civiques pour aller chercher les habitants tirés au sort, ces derniers étant au nombre de huit sur une liste de quatre-vingt adresses.

Le conseil citoyen se constitue de quatre volontaires dont deux jeunes âgées de 15 à 17 ans, huit acteurs locaux dont quatre volontaires et quatre habitants tirés au sort.

Les moyens attribués sont une enveloppe validée par l'Etat, la Région et la commune, un local sur le quartier pour la mise en œuvre des actions, un accompagnement pour le lancement de la démarche par le médiateur social du quartier. Le médiateur social ayant été recruté à la demande de la population.

Enfin, les membres du conseil citoyens pourront participer à des journées de formation organisée en partenariat avec l'Etat.

La force de notre démarche fut d'être un territoire entrant dans la politique de la ville. En effet, nous n'avons pas d'antériorité, ce qui a permis de mettre en place des dispositifs participatifs particulièrement voulus par les élus municipaux. Les actions traduisent une réelle volonté politique de développer la démocratie participative sur le territoire de la commune d'Hazebrouck.

Le quartier fut donc un laboratoire d'expériences de co-construction des projets avec les habitants, ces derniers étant particulièrement demandeur. Cette démarche a contribué à valoriser le quartier et ses habitants en raison de l'élargissement de la méthodologie de participation citoyenne à l'ensemble du territoire communal.

C'est seulement s'il y a des résultats que la démarche pourra perdurer et prendre tout son sens. Si la démarche accouche d'une souris, on aura l'effet inverse.

A termes, l'évaluation participative peut être un levier. Actuellement, la participation permet de mettre en place des actions, il serait intéressant d'engager une évaluation citoyenne afin que le citoyen ait un regard sur les conséquences des actions souhaitées et sur la complexité des politiques publiques.

D'ici 10 ans, j'ose espérer qu'elle prendra toute sa place. »

# Débat – Politique de la Ville & Démocratie Participative : d'où l'on vient, où l'on va ?

Bénédicte Tillard

Responsable Politiques de cohésion sociale et de la politique de la ville

La participation des habitants à l'échelle d'une agglomération

Communauté Urbaine de Dunkerque (59)

***« Nous agissons pour créer du vivre ensemble entre les quartiers à l'échelle de l'agglomération »***

***« Il ne faut pas créer des déçus »***

***« L'expertise citoyenne est l'unique gage pour la réussite des projets »***

« L'année 1992 a marqué la signature du contrat de ville première génération pour la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD). Sur la participation des habitants, les démarches ayant été initiées par les communes, la CUD avait un rôle d'impulsion et d'harmonisation des pratiques à jouer. La vraie question étant de s'interroger sur le rôle d'une agglomération concernant la participation des habitants. En effet, comment peut-on composer avec la spécificité propre à chaque ville et leurs modes de fonctionnements ? Là est bien la principale difficulté.

Lors de l'élaboration du contrat de ville, 3 groupes de travail ont été montés autour des thématiques économique urbaine et sociale.

Nous avons alors mobilisé les chefs de projet sur la mobilisation du droit commun ainsi que sur un groupe intitulé la participation des habitants. Ce dernier avait pour objectif premier de mettre les villes en posture de réflexion sur les actions déjà entreprises dans le domaine..

Dès lors, un diagnostic des actions existantes et des lieux de participation a été mis en place dans chaque commune afin de catégoriser les actions en fonction de leur mode d'implication des habitants. La finalité de cette démarche étant de dire, voilà l'état des lieux, au regard de ces éléments comment met on en œuvre le nouveau cadre réglementaire à travers l'instauration des conseils citoyens ?

Si l'on effectue sur un retour sur les liens qui existent entre l'agglomération et les communes qui la composent, je dois tout d'abord rappeler que nous avons tous les cas de figure. En effet, sur les dix-huit communes, cinq sont concernés par la politique de la ville alors que certaines villes dont Grande-Synthe et Dunkerque y sont depuis le début.

Notre rôle en tant que communauté urbaine est de travailler avec les communes sur leurs manières de concevoir les conseils citoyens. Par ailleurs, nous avons organisé des temps fort afin d'expérimenter une participation intercommunale. Les habitants s'y sont rencontrés ont pu échanger sur une problématique commune (l'accès aux soins et la mobilité ainsi que sur les pratiques citoyennes en œuvre au sein de leur quartier.

Dans ce cadre, il était primordial de fixer les règles du jeu de cette démarche de participation. On porte une démarche suivi par les élus, l'instance décisionnaire est le conseil communautaire. Pour autant, il s'agit bien de faire remonter les difficultés, les constats, les propositions. Par la suite, nous leur feront un retour sur la prise en compte des propositions qu'ils ont formulé. »

# Débat - Politique de la Ville & Démocratie Participative : d'où l'on vient, où l'on va ?

Patricia Cailleret

Chef de projet

L'évolution de la participation des habitants dans la politique de la ville

Ville de Lille (59)

***« Ce sont les habitants qui sont experts, ils utilisent l'espace »***

***« On souhaité donner la parole aux habitants, et inviter les élus et les techniciens uniquement aux moments de convivialité pour que la parole soit libre »***

« La ville de Lille est entrée dans la politique de la ville en 1986, avec le quartier historique emblématique de Lille Sud. A l'époque la politique de la ville était un tryptique reposant sur la transversalité, le partenariat et la participation des habitants. De 1992 à 2002, nous faisons confiance aux associations, c'est à dire que l'on travaillait en direct avec eux étant donné qu'ils travaillaient directement avec elles.

Cela s'est notamment traduit par le travail sur les courées qui été porté par une association chargée de représenter la parole des habitants.

Par la suite, nous avons entamé une réflexion sur les outils à développer afin d'aller chercher les gens qui n'allaient pas au centre social, à la maison de quartier ou encore à l'association de locataires.

Nous avons alors décidé de travailler en direct avec les habitants dont on n'entendait pas la voix. Cela fut rendu possible avec la mise en place des diagnostics en marchant, qui étaient une réelle innovation, peu usitée au début des années 2000.

Aujourd'hui nous développons les marches exploratoires à destination d'un public féminin. L'objectif étant d'arpenter les quartiers et essayer de voir ce qu'il faudrait changer en termes de cadre de vie, d'atmosphère ainsi que de sécurité.

Nous sommes réellement convaincus des potentialités offertes par la participation citoyenne, pour autant certaines villes la mobilise comme un alibi afin de ne pas avoir de dépréciations. »

# Débat - Politique de la Ville & Démocratie Participative : d'où l'on vient, où l'on va ?

Nathalie Devault

Service Démocratie Locale

L'animation de douze conseils de quartiers

Ville de Reims (51)

***« Il est vrai que les personnes tirées au sort ne seraient jamais venues si nous n'étions pas aller les chercher »***

« Le principal problème concernant l'animation des douze conseils de quartiers se trouve être la présence récurrente et systématique des mêmes personnes. La précédente mandature avait créé un collège des habitants, certains étant volontaires et d'autres tirés au sort sur la liste électorale. Ce fut un gros travail par rapport à ceux qui sont restés dans la démarche tout au long du mandat.

La nouvelle municipalité a fait le choix de ne pas reconduire cette démarche, en ne gardant que le statut de volontaires. Cela posant le problème de la représentativité en matière de catégorie socio-professionnel ainsi qu'en termes d'âge. Nous avons essayé de faire une démarche importante en direction des jeunes à travers un appel à candidature. Bien que certains soit venus, nous les avons très vite perdus.

A Reims, les conseils citoyens sont gérés par la direction de la politique de la ville alors que les conseils de quartiers sont rattachés à l'expression citoyenne, ce sont donc deux dispositifs séparés. On se regard, on s'observe, peut être avec le temps une coopération entre services et des passerelles entre ces 2 instances seront envisagées. »

# Table ronde - Associations, professionnels : valeurs & méthodes



## **Animatrice**

Marie Sioen - Institut Régional de la Ville (IREV), Lille (59)

## **Intervenants**

Léa Longeot, Association Didattica, Paris (75)

Mélia Delplanque, Association les Saprophytes, Lille (59)

Pamela Leruste, Association La vie de chantier, Lille (59)

# Table ronde - Associations, professionnels : valeurs & méthodes

Pamela Leruste

Association La Vie de Chantier

Projet de co-construction en lien avec l'aménagement, le cadre de vie et l'urbanisme

Quartier du Barreau

Villeneuve d'Ascq (59)

**« Une démarche ascendante »**

**« On peut créer des projets participatifs et créer des ponts avec ce qui existe »**

**« Il est pertinent de se placer dans une logique de proximité afin d'être présent pour pouvoir donner la parole à un maximum d'habitant »**

« L'association fut créée en 2013 avec la volonté de mettre l'habitant au cœur des projets urbains qui le concerne, afin d'en faire un acteur à part entière. Nous souhaitons de ce fait, valoriser l'expertise d'usage ainsi que l'expertise du quotidien dans l'optique de favoriser l'émergence et la qualification de l'expertise des habitants.

Nous sommes convaincus que les démarches ascendantes peuvent fonctionner et créer de belles dynamiques.

En effet, dans le cadre d'un projet de réhabilitation au sein de la résidence du Barreau situé à Villeneuve d'Ascq et qui appartient au bailleur social Lille Métropole Habitat, nous nous sommes aperçus que les espaces extérieurs n'étaient pas pris en compte. En conséquence, nous avons fait le choix de se les approprier. Nous avons le champ libre sur les aménagements puisque rien n'allait être fait.

Il fut donc décidé d'engager des partenariats avec les acteurs locaux, les instances de démocratie participative existantes ainsi que les acteurs institutionnels. Une synergie s'est alors rapidement constituée à travers la rencontre de différents acteurs (La Vie de Chantier, Nord Nature Chico Mendes, Collectif des habitants du Barreau, Ville de Villeneuve d'Ascq, Lille Métropole Habitat).

Nous avons alors mis en place un comité de pilotage pour assurer le suivi technique, ainsi qu'une programmation avec l'ensemble des parties prenantes.

La première action fut de favoriser l'appropriation de cette opération de réhabilitation par les habitants. Il s'agissait alors d'éclairer ce qui aller changer, de valoriser leur expertise d'usage.

Des actions en lien avec les problématiques qui concernent chaque citoyen ont aussi étaient développer tels que la gestion des déchets, l'apprentissage des éco-gestes ou encore une sensibilisation aux problématiques référents à la précarité énergétique dans le but de favoriser l'adhésion du public.

Les aménagements extérieurs ont étaient réalisées en association avec Nord nature Chico Mendes. L'intérêt de recourir à cette structure était de permettre la réintroduction de la biodiversité sur le site, en complémentarité avec le service des espaces verts de la ville.

Le projet a donc permis la co-construction des espaces extérieurs avec les habitants concernés par la réhabilitation de la résidence du Barreau.

En parallèle, il s'avère intéressant de mettre en œuvre des visites de certaines structures afin de permettre aux habitants d'en comprendre le fonctionnement. Nous concernant, il s'agissait de la chaufferie centrale. »

# Table ronde - Associations, professionnels : valeurs & méthodes

Léa Longeot

Association Didattica

Co-conception d'un futur square

Quartier du Landy

Aubervilliers (93)

**« Une démarche de recherche action »**

**« Réunir les architectes, les artistes, les étudiants »**

**« Transmettre nos pratiques, nos méthodes »**

**« Quels sont ces espaces ? De quoi sont-ils faits ? »**

**« Adopter une posture de médiateur, combinée avec beaucoup d'interventions dans l'espace public »**

« L'association fut créée en 2001 par des étudiants en architecture, des enseignants et des artistes. L'idée était de contribuer à la démocratisation de la production architecturale au moyen de méthodes pédagogiques, notamment la pédagogie de la création de la coopération.

Nous avons aussi la volonté de reconnaître les identités culturelles en prenant en considération la richesse des habitants. En 2006, nous avons par exemple mené un projet avec la communauté Roms dans l'objectif de créer les conditions de la coopération. Un espace éphémère a donc été créé avec l'idée de travailler les représentations, tout en questionnant leur place et leur intégration. Cette démarche fut encadrée par des universitaires ainsi que des historiens afin d'enrichir le travail de représentation subjective et favoriser l'acquisition de connaissance.

Nous avons aussi la conviction qu'il n'y a pas de démocratie sans reconnaissance des identités culturelles de chacun. En 2006, nous avons par exemple initié un projet dans l'objectif de créer les conditions d'une coopération artistique, scientifique, intellectuelle et trans-territoriale avec des Roms, en tant que population de France révélant et cristallisant le racisme d'Etat, le centralisme français. Les Roms constituent en effet LA figure de l'étranger, et par là même les absents de la démocratie.

Concernant le quartier du Landy, une friche industrielle située, au cœur du projet de rénovation urbaine, a été investie par l'association de 2009 à 2011 : le Jardin des fissures était né. Une collaboration avec un artiste de land art Jean-Paul Ganem a été proposée au service de démocratie locale et plus largement à la municipalité afin de travailler avec plusieurs classes du collège Rosa Luxemburg, de l'école maternelle Robert Doisneau, des jeunes de l'Office Municipal de la Jeunesse d'Aubervilliers, la médiathèque Paul Eluard, le Centre social Henri Roser du quartier et l'association Auberfabrik, afin de transformer le site d'une ancienne savonnerie en jardin éphémère. Le Jardin des Fissures a repris les traces des plans successifs des anciens bâtiments industriels. Le dessin a permis de semer des plantes agricoles révélant ainsi la mémoire industrielle et maraîchère du quartier. Un travail d'interprétation des évolutions urbaines du Landy, de son histoire, a été développé avec les collégiens, une expérimentation d'aménagement de la parcelle, avec les enfants du quartier par la fabrication de mobilier urbain a été menée en partenariat avec l'association Auberfabrik, et une professeure de technologie du collège. Une partie du Jardin des Fissures devait être transformé en square. Les membres de Didattica ont ainsi cherché les possibilités de partenariats dans ce contexte. Avec l'accord et la volonté de l'équipe municipale du quartier, celle de l'Unité Territoriale Rénovation Urbaine de la Communauté d'Agglomération Plaine Commune, de la Société d'Economie Mixte Plaine Commune Développement et de l'architecte en charge du projet paysager.

Didattica a pu mettre en place une démarche de co-conception de l'aménagement du futur square Roser avec ses jeux et son mobilier à partir des contraintes du projet ainsi qu'une réflexion plus large sur la notion d'espace public avec les habitants et les élèves du quartier. L'association a ainsi animé et coordonné des ateliers de création artistique avec des enfants de trois classes de maternelle, d'une classe de CE2 du groupe scolaire intercommunal Robert Doisneau-Maria Casarès et deux classes du collège Rosa Luxemburg et un atelier de création urbaine avec les adultes. Elle a aussi mené des entretiens avec des travailleurs et habitants du quartier, et organisé des interventions dans l'espace public, des expositions-conversations en vue de constituer une connaissance approfondie du quartier et élargir les rencontres avec les habitants et travailleurs. Aussi bien la définition des usages du mobilier et des jeux, que leurs formes et leur agencement spatial ont été travaillés par les enfants et les adultes, allant jusqu'à des dessins de gravures sur bois. Il s'agissait pour Didattica, tout autant d'associer les habitants à la conception d'un aménagement urbain que de permettre l'émergence d'un espace de rencontre, d'échange et de débat.

Avec cette expérience, Didattica a voulu répondre à ce besoin de médiation culturelle non seulement entre les habitants et les acteurs opérationnels d'une rénovation urbaine mais aussi entre les habitants eux-mêmes, qu'ils soient des enfants, des adolescents ou des adultes.

# Table ronde - Associations, professionnels : valeurs & méthodes

Mélia Delplanque

Association Les Saprophytes

Accompagnement à la création de 10 jardins dans le cadre du volet participation des habitants de la maîtrise d'œuvre du parc du quartier de l'Union.

Maîtrise d'ouvrage : SEM Ville renouvelée

Roubaix, Tourcoing, Wattrelos (59)

***« Le projet s'est réalisé sur un temps court (04 ans), comparé plus long de l'aménagement de la ZAC évalué à 20 ans, ça permet aux habitants de voir le projet avancer. »***

***« La démarche fut fédératrice et a permis aux participants de se s'approprier l'aménagement de leur quartier. »***

***« Le temps des habitants est plus rapide que celui des politiques publiques. Dans ce projet la co-conception est suivie rapidement d'actions et ouvre les débats sur des sujets constructifs. »***

« Le projet a commencé en 2011 par la réponse avec le Bureau de paysage Empreinte à un appel d'offre portant sur la maîtrise d'œuvre du Parc de l'Union. Notre mission au sein de l'équipe correspond au volet "participation des habitants". Tout l'enjeu du projet réside dans la greffe à opérer entre les habitants des quartiers de Roubaix, Tourcoing, Wattrelos qui cernent la ZAC et ce nouveau quartier de l'Union resté en friche pendant de nombreuses années... c'est-à-dire changer les usages et l'imaginaire pour accueillir ce nouveau quartier.

Pour réussir cette couture nous avons mis en place un processus de plusieurs années sur la création de jardins partagés dans les quartiers qui seraient ensuite déplacés dans le parc de l'Union. Nous avons donc commencé par travailler à l'intérieur même des quartiers. Nous avons accompagné la création de jardins partagés par les structures locales telles que des associations, des écoles, des centres sociaux... dans le but de faire un festival de jardins autour de l'Union.

Des groupes de réflexion ont donc été montés en partenariat avec la SEM Ville Renouvelée. Ce "club des partenaires" regroupait des structures locales, des élus, des techniciens des 3 villes et a co-conçu le projet avec nous : choix des sites, nom du festival, rédaction collective de l'appel à projet lancé dans les quartiers. Cet appel à projet, diffusé dans les quartiers et écoles d'architecture et de design, invitait les structures locales à répondre avec des concepteurs: étudiants, jeunes professionnels pour l'aménagement de jardins collectifs temporaires. Des Workshops ont été organisés pour que les différentes structures, collectifs et co-concepteurs puissent se rencontrer et formuler une réponse commune. À l'issue de cette phase projet de 3 mois, les chantiers ont commencé. L'intérêt de la démarche réside dans le faire-ensemble. Les habitants prenaient conscience de la mutation de leur territoire en mettant la main à la pâte avec l'appui de la SEM et l'accompagnement de professionnels.

Dans le but d'évaluer la démarche, nous faisons un bilan des savoirs acquis sur les jardins et les échanges possibles entre les acteurs de ces jardins: gérer l'événementiel, la plantation hors-sol, la mise en place d'une plateforme de compostage, échange d'outils, de plans... Sur les 10 jardins mis en place à l'origine, 4 tendent à se pérenniser et les autres sont soit intégrés au parc, soit fermés pour laisser place à l'aménagement de la ZAC, ou encore arrêtés par le départ des référents du projet.

Les contraintes de ce genre de projet restent la difficulté pour beaucoup de techniciens des villes à accepter des aménagements "imparfaits" au sens plastique du terme et ce genre de démarche en général alors qu'elle nécessite un appui de la part des collectivités pour être pérenne et efficace, mais aussi le coût lié à cet accompagnement, et enfin assurer la mobilisation des structures locales sur des temps longs sans les essouffler. »

# Table ronde – Les HUC (Habitants, Usagers, Citoyens) : de l’usager à l’expert ?



## **Animatrice**

Maryvonne Prévot, maître de conférences en aménagement et urbanisme, Université Lille 1 (59)

## **Intervenants**

Remi Lefebvre, Professeur de sciences politiques, Université Lille 2, Chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches Administratives (CERAPS)

Rahni Ali, Pas sans Nous, Roubaix (59)

Sylvain Adam, Association Alternatives Pour des Projets Urbains Ici et Ailleurs (APPUII), Paris (75)

# Table ronde - Les HUC (Habitants, Usagers, Citoyens) : de l'usager à l'expert ?

Remi Lefebvre

Professeur de sciences politiques

Université Lille 2

Chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches Administratives (CERAPS)

***« Il s'avère intéressant de valoriser le bon sens non spécialisé, et utile de solliciter le profane afin de recueillir sa parole »***

***« Il y a une tendance à l'expertisation de la démocratie participative. Dix ans auparavant, ce débat n'aurait pas eu lieu »***

***« Il est important de former les citoyens, d'égaliser les compétences. Le savoir va de pair avec le pouvoir »***

« Nous constatons une professionnalisation de la participation, avec la mise en œuvre d'une réelle ingénierie au sein des collectivités et la figure de l'agent administrative expert. Il y a en effet, un réel savoir-faire de la participation, permettant de provoquer la participation.

Une nouvelle lecture apparaît, celle de l'expert habitant. En effet, auparavant, on considérait que le citoyen était uniquement un électeur et que c'était sa seule et unique compétence. Les seules compétences qu'on lui reconnaissait étaient celles de proximité.

Dorénavant, une nouvelle manière de le qualifier émerge. La question qui se pose est donc de savoir comment on le détermine ? Habitants, usagers ou expert, chaque terme ne signifiant pas la même chose.

La notion d'habitant réduit à un rôle, celui d'habiter, là où la notion d'usager offre une vision utilitariste ou de marketing à travers le seul prisme de consommateur de prestation de service public.

La notion d'expert quant à lui tend à promouvoir l'expertise citoyenne, on va le former notamment à travers les dispositifs mis en œuvre. Pour autant, la formation n'est pas neutre, elle peut orienter le discours.

La vision des élus repose souvent sur une pédagogie de la complexité auprès des habitants, afin de faire comprendre que la mise en œuvre de projets n'est pas simple. Il est donc intéressant de former les citoyens à la complexité, pour autant, l'expertisation du citoyen comporte un risque. Celui de réduire les débats à des questions techniques et donc de tendre vers une dépolitisation des échanges.

Plusieurs types de savoirs sont mobilisables, parmi eux l'expertise d'usage reconnaît le citoyen comme habitant qui connaît le lieu, le quartier ainsi que les problématiques. Il s'agit donc de s'appuyer sur leur connaissance du territoire. Les démarches mises en œuvre tels que les balades urbaines ou les diagnostics en marchant permettent de collectiviser l'expertise.

D'autres savoirs peuvent être acquis grâce aux procédures, notamment d'un point de vue technique mais aussi politique. C'est un exercice de pédagogie permettant au profane de parfaire son élocution, d'apprendre à négocier, mais aussi à argumenter tout en étant initié aux rapports de force.

Enfin, le savoir professionnel des individus peut aussi être mobilisé dans les dispositifs au même titre que les compétences militantes qui ont tendance à politiser l'engagement.

Cependant, l'expertisation comporte un risque notamment celui de renforcer les inégalités en laissant au bord de la route ceux qui accumulent les difficultés. Le risque de dépolitisation et de technicisation est quant à lui particulièrement prégnant. »

# Table ronde - - Les HUC (Habitants, Usagers, Citoyens) : de l'usager à l'expert ?

Sylvain Adam

Association Alternatives Pour des Projets Urbains Ici et Ailleurs (APPUII)

Paris (75)

***« L'originalité de notre démarche repose sur la constitution d'un groupe hybride avec différentes compétences et sensibilité. Nous avons une réelle volonté de réinvestir cette expérience pour d'autres collectifs »***

***« Notre rôle n'est pas d'être porte-parole des habitants d'un quartier. Nous ne souhaitons pas faire à leur place mais apporter un accompagnement collectif »***

***« Les problématiques sont différentes, tout en autant que les temps et les acteurs »***

« Je suis architecte de formation et coordinateur de l'association APPUII en Ile-de-France.

Notre association est récente, elle fut créée en 2012 à l'initiative d'habitants, de militants, de professionnels des métiers de la ville, d'enseignants et de chercheurs.

Notre objectif est de permettre aux habitants de se faire entendre et de former un réseau de compétences solidaires à l'échelle nationale portant sur les projets urbains.

Il s'agit alors de proposer des espaces de débat et de concertation, d'apporter notre conseil sur le volet juridique tout en favorisant les actions de formation notamment en direction du jeune public.

Nous intervenons à la demande des habitants constituées en association mais aussi pour ceux qui ne le sont pas.

Notre démarche est volontairement différente par rapport au mode de faire habituel en architecture et urbanisme, puisque nous n'apportons pas une réponse à une commande. De ce fait, nous ne disposons pas de financement des territoires sur lesquelles nous sommes présents. En Ile-de-France, nous avons des financements par la fondation l'Abbé Pierre ainsi que par la région.

Notre niveau d'intervention s'effectue à l'échelle du quartier, qu'il soit en politique de la ville ou non. L'intérêt étant d'intervenir sur des projets aux problématiques différentes.

La méthodologie repose sur un décryptage des enjeux de transformations urbaines avec les habitants. Nous apportons alors un appui technique ainsi que juridique, que nous développons à travers des partenariats tels que la clinique juridique de Paris VIII qui est constituée d'étudiants en droit ayant mis en œuvre un système de permanence.

Le diagnostic enquête est une réelle transmission de savoirs, qui permet de mettre à plat ce qui déclenche le projet urbain questionné.

Enfin, nous essayons de développer la pratique des compétences techniques par les habitants. Il peut alors s'agir de plan de masse ou de coupe.

Nous souhaitons avant toute chose favoriser la montée en compétence des habitants.

L'interrogation qui reste la nôtre étant, d'évaluer comment il est possible de travailler sur le partage des outils de l'architecte et de l'urbaniste ? »

# Table ronde - - Les HUC (Habitants, Usagers, Citoyens) : de l'usager à l'expert ?

Rahni Ali

Vice - Président

Association Nouveau Regard sur la Jeunesse (ANRJ)

Quartier du Pile, Roubaix (59)

***« L'existence d'un réseau de solidarité entre les habitants peut permettre de pallier à l'absence des services publics de proximité »***

« Chacun d'entre nous est un expert dans son domaine, la vraie question étant le pouvoir et le partage du pouvoir.

Les crises auxquelles nous sommes confrontées (représentation, démocratique, abstention) interrogent sur des vraies questions de fond.

La participation est trop souvent instrumentalisée, ce qui peut entraîner des situations de crise et s'avérer contre-productif.

Certains quartiers populaires sont devenus de véritables déserts politiques. Auparavant, il y avait une présence militante avec une réelle mission de l'engagement désintéressé.

Nous avons alors expérimenté depuis 2014, la tenue de tables de quartier. Elles ont eu lieu dans 12 régions, les plus actives au niveau national étant celles de Malpassé à Marseille ainsi que celles du quartier du Pile à Roubaix.

Nous concernant, le quartier du Pile n'a pas connu de programme de rénovation urbaine depuis 30 ans. Les habitations principales sont des maisons ouvrières. Cependant, les friches sont devenues des parcs.

Il est donc nécessaire d'interpeller les habitants sur la requalification du quartier.

La notion d'expert est pertinente, il m'a été possible d'y être confronté. Deux habitantes du quartier âgées de 70 ans qui sont voisines ne souhaitent pas déménager. La seule condition étant qu'elles restent voisines. Cet exemple témoigne du lien et des solidarités entre habitants.

Ces propos servent à entendre une parole que nous ne voyons pas.

Il y aura une réelle participation des habitants le jour où il y aura une co-décision, et non uniquement sur la couleur de la cage d'escalier ou sur la place du trottoir. Une place à la commission de logement, un choix sur le budget permettrait de redéfinir clairement le partage du pouvoir.

On constate une situation de paupérisation au sein de nombreux quartiers populaires qui s'accroît avec un abandon des politiques publiques.

Il est donc nécessaire de miser sur la jeunesse, et d'intégrer les habitants dès le début du processus. La finalité étant de transmettre le savoir aux habitants. »

## **Table ronde - Associations, professionnels : valeurs & méthodes**



### **Animatrice**

**Morgane Petit, Institut Régional de la Ville (IREV), Lille (59)**

### **Intervenants**

**Eric Hamelin, Carticep — Repérage Urbain, Paris (75)**

**Jens Denissen, Association Le voyage métropolitain, Paris (75) — Bâle (Suisse)**

**Patrick Weslinck, Conseil de développement Pays cœur de Flandre, Hazebrouck (59)**

# Table ronde - Associations, professionnels : valeurs & méthodes

Eric Hamelin

Repérage Urbain

Un outil de cartographie participative : Carticipe

Paris (75)

**« Faire converger l'intérêt de cet outil informatique et la pratique du terrain »**

**« Exploitable dans des coûts raisonnables »**

Jens Denissen

Association Le Voyage Métropolitain

Paris (75) – Bâle (Suisse)

**« Idée de la promenadologie »**

**« Générer une curiosité, une attention »**

« Nous sommes spécialisés dans la sociologie appliquée dans l'urbanisme ainsi que dans la concertation.

Carticipe est un outil en ligne pour faciliter et permettre le débat citoyen. Plus d'une dizaine de Carticipe ont été mises en œuvre notamment à Laval, Strasbourg, Marseille, Sénart ainsi que pour le projet de ligne ferroviaire Paris Normandie

Notre volonté fut de développer un outil internet permettant de dépasser la barrière de l'expertise. L'intérêt étant de se mettre à la portée des gens. C'est la raison pour laquelle Carticipe est simple d'utilisation, visuel et ludique. Pour se faire, nous avons tiré notre inspiration du web ainsi que des réseaux sociaux.

La prise de parti fut de proposer aux citoyens d'apprécier ou non les propositions des autres habitants d'un territoire. Notre motivation fut de générer le débat entre citoyens afin de révéler les convergences et constater les divergences.

Le réel avantage de Carticipe est de parvenir à faire parler la majorité silencieuse. Cependant, il ne faut pas considérer que le travail est fait, une fois que l'outil est en ligne. En effet, il faut aussi participer sur le terrain via toutes les formes possibles, et animer la démarche sur le web.

Des réalisations concrètes ont vu le jour, tels que le projet de diffusion de films sur le Rhin à Strasbourg, qui fut une idée initialement proposée par un habitant. Parallèlement à cette action, un projet de concertation sur les quais à Strasbourg est à l'étude.

Carticipe se révèle être un complément aux études classiques, qui permet d'élargir les publics traditionnellement présents en réunions publiques, il révèle la conscience des enjeux des habitants et une bonne tête de proue pour lancer des débats sur le territoire.»

« La genèse du projet repose sur la découverte du territoire métropolitain en Ile de France, partant du constat que nous connaissons très peu l'espace dans lequel on habite. Nous avons alors transposé l'idée de la randonnée périurbaine, en organisant une dizaine de voyage depuis l'année dernière permettant une découverte collective du territoire parcouru.

Chaque voyage consiste en la création d'un observatoire photographique, l'organisation de pique-nique collectif et de débats informels, puis nous revenons sur l'expérience. Nous superposons deux cartes, une ancienne et une actuelle afin de se rendre compte des évolutions qui se sont opérées sur le territoire exploré.

# Table ronde - Associations, professionnels : valeurs & méthodes

Jens Denissen

Association Le Voyage Métropolitain

Paris (75) – Bâle (Suisse)

***« Essayer de révéler l'histoire des territoires »***

***« S'inscrire corporellement dans un territoire afin de dépasser les fragmentations politiques et spatiales »***

Patrick Weslinck

Conseil de développement Pays Cœur de Flandre

Hazebrouck (59)

***« Positionner l'humain au centre d'un territoire »***

***« Apporter des propositions aux élus afin de préparer la citoyenneté de demain »***

La topographie devient importante pour se repérer dans des tissus urbains, où on a du mal à s'orienter, c'est un outil de lecture du territoire.

Le voyage métropolitain se propose donc d'explorer un territoire collectivement, de constituer une plateforme de restitution virtuelle à travers le site internet. Enfin, nous effectuons une réelle recherche théorique.

Selon nous, la marche collective est une forme d'aménagement. En effet, à travers cette expérience je réalise une forme d'aménagement, en créant une relation avec un lieu et des personnes que je ne connais pas.

La participation quant à elle, ne cesse de croître. Nous avons commencé à 15 pour atteindre dorénavant la soixantaine de participants. Ces derniers viennent de différents horizons (jeunes étudiants en urbanisme/architecture, randonneurs, habitants des territoires traversés) et sont de tout âge, ce qui nous permet de promouvoir l'intergénérationnel.

Enfin, nous souhaitons croiser différentes approches tels que le paysagisme, la marche comme pratique artistique, le tourisme local ainsi que l'éducation qui peut être générée pendant la marche.

L'intérêt étant de mettre en exergue une réelle forme de géographie vécue. »

« Le conseil de développement Pays Cœur de Flandre est une association 1907 qui compte 52 membres. Notre action consiste à travailler et réfléchir sur l'endroit où l'on vit « le Pays Cœur de Flandre ».

Il nous a donc été possible de participer à la création du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du territoire (SRADDT), ainsi que des réflexions sur le TER régional et la desserte du TGV.

Nous avons pour ambition d'organiser une table ronde tous les 04 mois. Chaque table ronde abordera une thématique différente : logements, mixité sociale, mixité intergénérationnel, agriculture, troisième révolution industrielle, ouvert à tous. Des assises de la citoyenneté regrouperont les 54 communes ainsi que 2 communautés de communes (Flandre Intérieure et Flandre Lys), afin d'apporter des propositions d'actions aux élus et actions citoyennes.»

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?



## **Animateur**

Maxime Lemaire — Voix Active

## **Intervenants**

Jeanne Rebuffat — Directrice de la communication, Agglomération de Sénart (77)

Marion Roussel — Association Cap ou pas Cap, Paris (75)

Emeline Chollet — Agence d'urbanisme de St Omer (62)

Nicolas Patte - Commission Nationale du Débat Public, Paris (75)

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?

Jeanne Rebuffat

Directrice de la communication

L'aventure numérique : un nouvel horizon démocratique

Agglomération de Sénart (77)

## ***Le levier démultiplicateur***

*Si les Français plébiscitent la concertation, sur le terrain, les collectivités constatent qu'ils sont loin d'être aussi nombreux à y contribuer. Le numérique sera-t-il le levier pour enfin démultiplier la participation ?*

## ***Des outils à bien sélectionner***

*Crowdfunding, cartographies interactives, open data, cafés numériques... Les outils ne manquent pas. Ce qui importe est leur sélection, leur cohérence et leur synergie au service d'objectifs stratégiques bien identifiés.*

## ***S'organiser pour réussir***

*Aucun projet n'aboutit sans la prise en compte initiale des conditions de réussite. La démocratie numérique n'échappe pas à cette règle et requiert la prise en compte d'impératifs d'information, formation, organisation et cadrage.*

Cette intervention est extraite du dossier « Gouvernance Collaborative — L'aventure numérique : un nouvel horizon » réalisé par Jeanne Rebuffat et Franck Plasse.

Crise ? Pas dans tous les domaines. D'abord, 87% des Français plébiscitent la concertation. Ensuite, cela fait une dizaine d'années que l'économie collaborative est en plein essor. Pour le cabinet PwC, ce secteur, d'ores et déjà évalué à 13,5 milliards d'euros, connaîtra une croissance multipliée par vingt dans les dix prochaines années ! Ce vaste fourre-tout va de la consommation locale responsable de La Ruche qui dit oui, au business agressif des voitures de tourisme avec chauffeur d'Uber en passant par les petites annonces à l'ancienne du Bon coin. « Le point commun est que des individus, qui ne sont pas des professionnels, font des choses ensemble, ont recours les uns aux autres, souvent par l'intermédiaire de plateformes numériques qui ont permis un changement d'échelle de ces dispositifs. » explique Daniel Kaplan, délégué général de la Fondation Internet nouvelle génération.

### De l'économie collaborative à la gouvernance collaborative

La première partie de cette définition de Daniel Kaplan n'est pas sans évoquer la démocratie participative mise en œuvre par les collectivités locales. Avec beaucoup d'efforts pour un nombre de citoyens impliqués souvent pas à la hauteur des attentes... Aussi, la seconde partie de l'explication amène-t-elle une réflexion : puisque les plateformes numériques ont permis un changement d'échelle de l'économie collaborative, comment les mettre au profit d'une gouvernance territoriale renouvelée et amplifiée ?

### Une terra incognita numérique

Les collectivités ont désormais investi la numérique, mais la démocratie participative reste un parent pauvre. L'Atlas de l'internet public et citoyen réalisé par le Commissariat général à l'Égalité des territoires et l'association Villes internet recense 11 183 réalisations publiques locales... dont 297 dans la catégorie Participation démocratique des citoyens, soit seulement 2,65% !

Un chiffre faible et qu'il faut en outre relativiser car de nombreuses actions répertoriées dont triste figure — comme cet exemple qui laisse pantois : « Le trombinoscope des élus, l'accès direct à la messagerie des élus, l'ordre du jour et le compte rendu des conseils municipaux sont en ligne sur le site ». Des pionniers se sont lancés dans l'exploration de cette terra incognita. Leurs expérimentations font émerger des pratiques forgeant une nouvelle expertise : la gouvernance collaborative, examinée dans les pages suivantes.

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?

Jeanne Rebuffat

Directrice de la communication

L'aventure numérique : un nouvel horizon démocratique

Agglomération de Sénart (77)

## *Tendances*

***5 sites à visiter selon Beth Smone Noveck, Chief technology officer du gouvernement américain :***

- [loomio.org](http://loomio.org)

- [democracy21.com](http://democracy21.com)

- [opavote.org](http://opavote.org)

- [democracyos.org](http://democracyos.org)

- [discourse.org](http://discourse.org)

## **Sélectionnez vos outils – Trois types d'outils pour trois familles d'objectifs**

La démocratie numérique s'invente et s'enrichit chaque jour : la démultiplication des initiatives des collectivités en pointe en apporte la preuve quotidienne. Les outils foisonnent depuis quelques années. Malgré tout, choisir l'outil adapté peut se révéler assez simple.

Vote en ligne, crowdfunding, cartographies interactives, hangout, etc. Il est parfois difficile de s'y retrouver au premier abord. Une règle d'or : mettre en phase objectifs et outils. Que veut-on favoriser : la participation des habitants aux actions de la collectivité, l'enrichissement de grands projets ou l'émergence d'initiatives ?

### Favoriser la participation au quotidien

Les réseaux sociaux sont la porte d'entrée la plus naturelle : des mini-sondages en ligne, des live-tweets ou des chats entre élus et habitants peuvent être facilement mis en place- par exemple Paris organise des hangouts, des débats en ligne rassemblant jusqu'à une dizaine de personnes via le module de Google +. Autre piste pour faire ses premiers pas de démocratie numérique : augmenter l'interactivité de son site web. Nombreux sont les sites offrant des espaces de commentaires fréquemment laissés vides ou trustés par des revendications trop peu productives. Le recours à des smileys, des boutons « j'aime », des baromètres ou des votes rend l'expression plus facile et rapide. C'est une très bonne porte d'entrée pour générer une réaction. Notons que pour chercher les bonnes idées, et donc les bons outils, des collectivités font le choix de s'appuyer sur des groupes d'habitants volontaires : ainsi Bordeaux Métropole a travaillé pendant plus d'un an avec un groupe d'« pionniers » associés à la réflexion, la définition et l'expérimentation de nouveaux services numériques.

### Enrichir les projets urbains

Le numérique offre également la possibilité de booster la participation sur des projets structurants. La solution la plus efficiente est de créer un espace de présentation en ligne, doté de modules d'expression. Ces initiatives permettent de toucher un public qui ne se déplace pas aux réunions. Exemples à Cergy-Pontoise, qui a ouvert pendant cinq mois une plateforme web « Grand Centre j'en parle » pour l'opération de remodelage de son cœur de ville. Plus probant encore : Sénart, où une démarche similaire a été orchestrée à base d'une cartographie interactive, « Je carticpe », sur laquelle les habitants pouvaient localiser et émettre une idée ainsi que commenter et voter sur les propositions des autres internautes.

### Impulser l'émergence des idées

Plusieurs pistes encouragent l'émergence d'initiatives. A commencer par les traditionnelles boîtes à idées dont il existe désormais des versions numériques. Les budgets participatifs permettent de franchir une étape supplémentaire. Fierminy, pionnière en la matière, y consacre 9% de son budget d'investissement. La participation financière directe d'internautes (crowdfunding) est par ailleurs une tendance forte émergente – Le Louvre finance des restaurations et acquisitions de cette manière. La région Auvergne a donc créé un espace sur la plateforme de crowdfunding Ullule afin de centraliser les recherches locales de co-financement. Enfin, l'open data, ouverture des données publiques, devient incontournable. Les collectivités permettent à d'autres acteurs économiques de recycler leurs informations et d'imaginer un autre usage que celui pour lequel elles ont été produites.

A Rennes, une application sur des calculs d'itinéraires handicapés a ainsi été créée à partir des données brutes de voirie.

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?

Jeanne Rebuffat

Directrice de la communication

L'aventure numérique : un nouvel horizon démocratique

Agglomération de Sénart (77)

## *Ça se passe ailleurs*

### *Les conditions de réussite à Jun (Espagne)*

- *80 ordinateurs en libre-service*
- *Wifi gratuit dans toute la ville*
- *Réponses via Twitter en 24h maxi*
- *Cours d'alphabétisation numérique*
- *Accès à internet déclaré droit universel des citoyens*

## **Réussir la Démocratie numérique – La règle de quatre**

Parce qu'elle est émergente et qu'il est fondamental que fonctionnaires, élus et habitants soient parties prenantes de la démarche, la démocratie numérique doit impérativement être accompagnée. Les conditions de réussite sont au nombre de quatre : l'organisation de la collectivité, un contrat clair avec les habitants, une politique de sensibilisation et une communication pédagogique.

Un projet de démocratie numérique doit être expliqué de façon à mettre les habitants au même niveau d'information que les administratifs et les élus avec lesquels ils vont échanger.

### L'information en amont : indispensable pour débattre d'un sujet

Le processus de participation, les délais dans lesquels les propositions seront traitées, les retours qui seront effectués doivent être clairement explicités. La communication sur le projet est donc essentielle. Puisqu'elle a une vocation pédagogique, elle peut utilement s'inspirer des MOOC : une vidéo de quelques minutes, avec un quiz en appui, rend l'information accessible. On peut aussi privilégier l'infographie : une image est traitée 60 000 fois plus rapidement que du texte par notre cerveau !

### Elus, administratifs : tous au diapason :

Autre condition de réussite, la sensibilisation et la formation. Les notions d'innovations sociales sont émergentes, si bien que pour porter les projets, il est important que les élus et les techniciens se forment une culture commune autour du numérique. Les petits déjeuners thématiques, ateliers découverte ou cafés numériques, associant les entreprises et les étudiants du territoire, sont autant de formes qui allient convivialité, échanges et formations pratiques.

### Décloisonner la collectivité

La collectivité doit également être en mesure d'apporter une réponse aux propositions qui émergeront des consultations. Difficile, dans des organisations souvent cloisonnées, de mettre en place la transversalité nécessaire. Cela suppose une organisation et l'identification d'une chaîne de traitement des interpellations impliquant les services, voire les organismes extérieurs compétents. Dans une agglomération, il est fondamental d'associer les communes, souvent les premières concernées par les propositions d'habitants. La création d'une plateforme collaborative, comme le proposent les sociétés Microsoft, Knowings ou Jalios, permet de mettre en réseau tous les acteurs concernés, d'identifier les savoirs et les expertises, de décroisonner, de partager des pratiques et de capitaliser les expériences. Il faut aussi intégrer dans l'organisation la prise en compte de la participation des habitants en amont de tout projet, pour éviter qu'ils soient consultés sur un dossier trop avancé.

### Le contrat de confiance

Enfin, la mise en place d'une telle démarche doit s'accompagner d'une charte de démocratie participative, contrat de confiance passé entre les habitants et la collectivité. La collectivité doit s'engager et montrer qu'elle est prête à accepter la contradiction. Elle doit être transparente sur les règles de la participation et inscrire sa démarche dans le temps. Elle doit enfin être très claire sur le processus décisionnel et le devenir des contributions ... et sur le fait qu'elles ne seront pas toutes concrétisées. »

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?

Nicolas Patte

Communication numérique

Commission Nationale du Débat Public

Paris (75)

« Internet est un support, un outil, un canal d'expression citoyenne, c'est un moyen et non une fin.

Les avantages du numérique pour le citoyen sont les suivants :

- la puissance de calcul potentielle (l'open data, l'efficience de l'Etat, l'analyse lexicale, la sémantique de la parole publique),
- la puissance du réseau (la mobilisation sociale, la liberté d'expression),
- la puissance de l'offre (au-delà du vote, la co-décision, la co-construction, l'exemple de Parlement & Citoyens),
- l'anticipation de la demande (support dématérialisé à la pratique de la démocratie participative).

A contrario, « les inconvénients » du numérique pour le citoyen, peuvent être les suivants :

- la question de la neutralité du Net (qui maîtrise ce qui passe par les tuyaux ?),
- la fracture numérique (qui n'a pas les moyens de ces nouvelles pratiques démocratiques ?),
- la fracture « culturelle » (comment convaincre les technophobes qu'internet n'est pas qu'un lieu de divertissement ou de commerce ou les « égouts de la démocratie »),
- la sécurité/ intégrité des données qui circulent.

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?

Marion Roussel

Chargée de mission de l'Observatoire des alternatives citoyennes franciliennes

Association Cap ou pas Cap Comprendre et Agir à Paris (75)

***« En rassemblant les acteurs citoyens complémentaires l'idée est de faire émerger, par la réflexion collective des projets communs concrets et des recommandations citoyennes à destination des pouvoirs publics. Il s'agit pour nous de rassembler des citoyens grâce à notre cartographie et les collectifs et associations grâce à cet observatoire pour créer une assemblée populaire qui proposent des solutions applicables concrètement et localement à Paris et qui les met en œuvre ! »***

« A CAP ou pas cap ? Comprendre et Agir à Paris nous ne considérons pas faire de la e-démocratie, mais plutôt d'utiliser le numérique comme un outil collaboratif au service d'une démocratie citoyenne et participative.

Notre démarche est née et à grandit aux côtés du mouvement des Indignés, nous avons découvert à leurs côtés la réalité des assemblées populaires, des réappropriations, des luttes de pouvoirs et des rapports de force avec les institutions.

De retour à Paris nous avons été saisis par l'effervescence associative, de ces solutions concrètes locales et applicables répondant aux grandes questions de société dans tous les domaines : des AMAP aux FABLAB, en passant par les Systèmes d'échanges locaux.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 1,3 millions d'associations en France, dont plus de 60 000 à Paris, 16 millions de Français déclarent faire du bénévolat !

Mais ces initiatives citoyennes demeurent bien souvent ignorées et isolées :

- ignorées par les habitants de Paris, qui ne connaissent pas toujours ces réseaux de solidarité.
- isolées les unes par rapport aux autres. Elles ne se connaissent pas entre elles, et elles n'ont pas la conscience d'appartenir à un même mouvement de transformation profond de notre société.

A CAP ou pas cap ? Nous nous sommes donc fixés une triple mission : favoriser la connaissance, la synergie et le développement des Initiatives citoyennes à Paris. Nous faisons le pari qu'en se mettant humblement au service de ces hommes et des femmes qui construisent jour après jour des alternatives nous favoriserons la transition citoyenne qui est en marche. Nous voyons notre rôle comme un catalyseur, c'est-à-dire comme une molécule qui accélère la vitesse d'une réaction, sans en modifier la substance !

Pour cela, nous articulons toutes ces actions autour :

D'une carte interactive des alternatives citoyennes présentent sur Paris (aujourd'hui il y en a 569). Sur cette carte, l'internaute peut chercher les alternatives par arrondissement ou par thématique (alimentation, culture... ). Cette carte donne à voir ce monde émergent. Nous travaillons à développer un centre de ressources en ligne pour approfondir la compréhension de ces mutations sociales. Notre site cherche à être collaboratif, afin d'inclure la participation des citoyens, l'échange de données...

D'un Observatoire des alternatives citoyennes franciliennes, qui cherche à promouvoir et à fédérer des alternatives citoyennes afin de développer des solutions concrètes et applicables concernant des grandes thématiques comme l'alimentation, le logement, la démocratie...

En cela le numérique reste un moyen plus qu'une fin. Le numérique doit nous permettre de faire grandir ce mouvement, en rassemblant ses acteurs, en leurs faisant prendre conscience qu'ils font partie d'un même élan. L'action de terrain reste la plus fédératrice pour nous, et cette approche s'ancre à une des valeurs fondamentales de l'association qui est de « faire du lien » de justement inciter les habitants à se rencontrer, à sortir de chez eux et à participer, à s'engager aux dynamiques citoyennes locales ».

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?

Ce temps d'échange fut l'opportunité de mesurer la portée des outils informatiques dans les actions sollicitant la participation citoyenne. Le collège d'intervenants présent en tribune aura permis de saisir les actions potentiellement mobilisables afin d'étendre l'exercice démocratique.

L'intérêt premier de cette intégration étant d'accroître le nombre de citoyens impliqués dans la définition des politiques publiques.

Pour autant avant d'en saisir pleinement les enjeux, il s'avère pertinent de définir ce que recouvre la notion d'E-Démocratie.

« La **cyberdémocratie** est un concept basé sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), comme l'Internet, afin d'améliorer le processus démocratique au sein même d'un pays démocratique. Son développement est toujours au stade embryonnaire, cependant la cyberdémocratie a déjà créé une forte controverse à travers le monde tant au sein des gouvernements que des groupes politiques.

« Cyberdémocratie » est une traduction littérale du terme américain « **Cyberdemocracy** ». Cependant, en anglais, un autre terme fréquemment utilisé est celui de « **E-democracy** ». Le terme n'apparaît qu'au milieu des années 1990 dans les milieux civiques actifs de l'internet.

En 1981, Ted Becker, homme politique américain, a créé le terme de « **Teledemocracy** » pour désigner l'utilisation des moyens modernes de communication dans le processus démocratique.

On trouve aussi le terme de démocratie virtuelle. »

Source : [http://movilab.org/index.php?title=Les outils num%C3%A9riques au service de la d%C3%A9mocratie participative](http://movilab.org/index.php?title=Les_outils_num%C3%A9riques_au_service_de_la_d%C3%A9mocratie_participative)

L'article de Stéphanie Wojcik (« Démocratie électronique », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863. URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/democratie-electronique> ») propose l'analyse suivante.

Débats académiques et usages politiques

La notion de [démocratie électronique](#) renvoie au rapport entre les technologies de l'[information](#) et de la communication (TIC) et la [démocratie](#). La nature de cette relation fait l'objet de débats considérables dans la mesure où la [démocratie](#) elle-même est un concept discuté qui condense des perspectives normatives différentes dans plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales. De plus, les conceptions du rôle des technologies dans une société couvrent un spectre théorique large oscillant entre fonctionnalisme et constructivisme ; dans un cas, la technique apparaît seulement comme un outil au service d'un projet, dans l'autre, elle gît au fondement même d'une redéfinition possible des rapports sociaux.

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?

Un tel débat connaît d'abord une phase optimiste, essentiellement sous la plume d'essayistes, au terme de laquelle les technologies interactives sont conçues comme un moyen de réaliser l'utopie de la [démocratie directe](#) et immédiate dans les États dont la taille ne le permettait pas jusqu'à présent, à travers par exemple l'organisation de [référendums](#) permanents.

Il s'agirait alors de pallier les difficultés des [gouvernements](#) représentatifs, notamment en dépassant les rythmes jugés trop lents et inadaptés des cycles électoraux et en contournant partis politiques et groupes d'intérêts, au bénéfice d'une [démocratie](#) fondée sur la [transparence](#) et la participation quasi-permanente de millions de [citoyens](#).

Les caractéristiques d'Internet — rapidité, interactivité — sont alors supposées favoriser un accroissement de la participation politique (Dutton, 1992). De tels espoirs sur le potentiel démocratique d'une nouvelle technologie ne sont pas nouveaux et ont accompagné antérieurement le développement d'autres moyens de communication, comme la radio, la télévision, les réseaux câblés ou même le téléphone (Couldry, 2012). À cette première phase dont les traces ne subsistent plus guère aujourd'hui que dans la fréquente valorisation du principe de [transparence](#) dans le [gouvernement](#) des affaires publiques, succèdera une phase davantage réaliste, lors de laquelle le potentiel démocratisant des technologies se trouvera fortement relativisé (Margolis et Resnick, 2000), celles-ci pouvant avoir des effets minimaux voire délétères sur la vie démocratique et [l'engagement](#) des [citoyens](#).

Surtout, les formes de participation permises par les technologies de l'[information](#) et de la communication ne seront plus alors considérées comme devant remplacer les pratiques politiques traditionnelles mais comme des adjonctions (Rodotà, 1999). En cela, la [démocratie électronique](#) apparaît comme une variante, technologiquement équipée, de la [démocratie participative](#). À partir du [milieu](#) des années 1990, les acteurs politiques se sont également saisis, à travers une multiplicité de discours et de rapports publics, des potentialités des technologies de l'[information](#) et de la communication dans le secteur public ; ceux-ci révèlent diverses significations de la [démocratie électronique](#) au sein desquelles la participation fait l'objet d'une définition singulièrement limitée, tout du moins en France. Initialement restreinte au seul [vote](#) électronique, la [démocratie électronique](#) fait parfois par la suite l'objet d'une confusion avec l'administration électronique, soit l'utilisation des réseaux numériques pour faciliter les procédures administratives (Shane, 2012), conduisant dès lors à mettre en avant la figure non pas du [citoyen](#) mais celle de l'[usager](#) des services publics.

Plus récemment, des initiatives telles que, aux États-Unis, le programme *Transparency and Open Government* (TOG) porté par le premier gouvernement américain de Barack Obama associe la [transparence](#) à la nécessité pour les représentants de devoir rendre des comptes sur leurs actions (*accountability*) tout en promouvant la participation des [citoyens](#) en vue d'améliorer l'efficacité et la qualité des décisions, de telle manière à ce que les décisions soient fondées sur des savoirs largement disséminés au sein de la société, et non plus uniquement sur la seule capacité d'expertise des hauts fonctionnaires.

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?

Un concept aux frontières mouvantes

Considérée le plus souvent comme synonyme de *cyberdemocracy*, *virtual democracy*, *digital democracy*, ou encore *teledemocracy*, l'expression *electronic democracy* ou *e-democracy* — traduite en français par l'expression générique « [démocratie électronique](#) » — voisine, et parfois se superpose, avec des termes tels que *e-gouvernement*, *e-participation* (Margolis, 2009) ou plus récemment *open government*. Dans tous les cas, il est question de participation politique mais la signification et la teneur de celle-ci, une fois considérée dans ses manifestations numériques, apparaissent variables.

La traduction littérale de « [démocratie électronique](#) » laisse en effet imparfaitement voir la multiplicité des pratiques auxquelles les termes anglo-saxons renvoient. Par exemple, Andrew Chadwick considère que l'analyse du rôle d'Internet dans le renforcement de la cohésion sociale, de la [délibération](#) politique et de la participation politique relève de l'analyse de la *e-democracy* (Chadwick, 2006). Ce qui ouvre un champ de réflexion assurément très vaste, susceptible de mobiliser d'autres concepts tels que ceux de sphère publique ou de [capital social](#).

En revanche, en France, la majorité des travaux se centre plutôt sur les relations entre [citoyens](#) et responsables politiques, et sur les processus démocratiques eux-mêmes. Ainsi que le souligne Thierry Vedel, ce sont alors trois questions principales qui attirent l'attention : l'[information](#) des [citoyens](#) ; le débat et la discussion ; la [délibération](#) et la prise de décision publique (Vedel, 2003). Néanmoins, les développements techniques récents — en particulier, les réseaux socio-numériques, et, plus généralement le Web 2.0 — ont conduit à repenser la teneur et les frontières de cette notion de [démocratie électronique](#), tant les possibilités d'expression des individus se sont considérablement accrues.

Dès lors, et de manière extensive, la notion de [démocratie électronique](#) renvoie à l'idée de développer la participation politique à travers les réseaux numériques, qu'il s'agisse pour les [citoyens](#) d'échanger entre eux ou avec leurs représentants. Sont dès lors regroupées sous cette dénomination une variété de pratiques au travers desquelles responsables politiques et institutions publiques affirment vouloir favoriser les différentes dimensions du processus démocratique, ainsi que l'ensemble des actions et des paroles politiques de [citoyens](#) non contraintes par les pouvoirs publics, mobilisant les TIC (Wojcik, 2011). Il semble donc que l'on s'oriente vers une réflexion qui prend désormais en compte la multiplicité des formes de prises de parole en ligne qui concourent à reconfigurer l'[espace public](#) traditionnel (Cardon, 2010).

# Agora - E-Démocratie : d'aujourd'hui à demain ?

## « [Démocratie électronique](#) » et participation

Vers un élargissement du politique ?

Aussi, la participation politique constitue bien un aspect central de la « [démocratie électronique](#) » mais les [controverses](#) demeurent vives quant à son contenu, et ce d'autant que le concept de participation politique fait l'objet depuis son origine d'une extension quasi continue pour intégrer des activités de plus en plus variées (Van Deth, 2001). Certains auteurs disqualifient simplement la participation politique lorsqu'elle reposerait sur les réseaux socio-numériques.

Par exemple, Lehman-Schlozman, Verba, et al. (2010) considèrent que Facebook est un simple espace où on peut discuter de politique entre amis, plutôt qu'un lieu où existent des efforts politiques organisés en vue d'influencer directement les autorités publiques. D'autres plaident pour une définition très élargie de la participation politique lorsqu'elle s'appuie sur des modalités numériques d'expression ou d'action. Par exemple, Monnoyer-Smith mobilise les travaux issus des Cultural studies pour proposer une relecture de la participation à l'aune de la notion de culture numérique. Prônant une acception élargie de la participation affranchie du champ du militantisme, elle envisage la participation comme une composante essentielle de toute forme de médiation dans la société numérique (Monnoyer-Smith, 2011).

Entre ces deux pôles, Jensen, Jorba, et al. (2012) considèrent que les modes de participation existants hors ligne (par exemple, contact, pétition, donation, achat « responsable », ...) peuvent être réalisés en ligne mais surtout que les médias numériques ont permis la création de nouveaux modes de participation politique qui n'existaient pas auparavant. Ce faisant, c'est la notion même de « politique » qui se trouve interrogée, les [arènes](#) institutionnelles apparaissant délaissées au profit d'espaces de sociabilité numérique investis d'une parole, et parfois d'une action, politique. »

# World Café : Un Contrat dans la ville !



# World Café : Un Contrat dans la ville !

Café Cohésion  
Sociale



## Contexte

*Le territoire sur lequel vous êtes acteur s'insère dans une géographie prioritaire où aucune démocratie participative n'est mise en œuvre : Comment favoriser l'adhésion du public au regard de la cohésion sociale ?*

# World Café : Un Contrat dans la ville !



**Diagnostiquer**

*« Il faut faire sortir les gens de chez eux »*

*« Responsabiliser l'habitant, fédérer sur des enjeux communs »*

*« Développer l'échange de service entre voisin »*

*« Identifier les problèmes de vivre ensemble »*

*« Il faut leur faire profiter de l'offre locale et des équipements »*

*« Solliciter et favoriser l'adhésion du public »*

*« Faire vivre le quartier »*

*« Parler insertion sociale »*

*« Permettre la rencontre de toutes les catégories socio-professionnelles »*

# World Café : Un Contrat dans la ville !

**Mobiliser**

## Lieu de lien social

Ecole/ Centre Social/ Maison de quartier/  
Commerces de proximité/ Structures de  
santé/ Marché/ Structures d'aide sociale

## Mots-clés

Trouver un cadre/ Instances informelles/ Diagnostic  
partagé/ Choisir un lieu tout public/ Créer des  
communications adaptées/ Créer du lien dans le  
milieu professionnel/ Proximité/ Mixité/ Echange/  
Tolérance

## Adhésion/ Participation

Mise en scène/ Situation du vécu/  
Adhésion à renouveler, à cultiver/  
Adopter un langage accessible

## Comment favoriser la cohésion sociale ?

Semaine sans télévision/ Buanderie commune/  
Paliers plus grand pour quelques appartements/  
Ressourcerie sur un ensemble d'appartement/  
Aménagement de jardins potagés/ Création d'une  
ressourcerie pour la gestion des déchets et des  
encombrants/ Création d'un comité d'animation/  
Mise en place de conciergerie d'entreprise/  
Organisation de la journée « Casual Friday »/  
Mettre en valeur certains talents (cuisine,  
bricolage, études)/ Fédérer les institutions de la  
ville (sportifs, culturelles)

# World Café : Un Contrat dans la ville !



Synthétiser

## Comment fait-on ?

- ✓ Créer du lien dans la proximité, à l'échelle d'un îlot de vie pour étendre au quartier, voir à l'échelle communale
- ✓ Mobilisation des publics autour de leur quartier, leurs usages quotidiens
- ✓ Mobiliser les partenaires, les acteurs du territoire
- ✓ Développer l'intergénérationnel (réseaux d'échanges des savoirs, savoir donner et recevoir)
- ✓ Temps forts au sein des quartiers, avec des médiateurs et des professionnels

## Quelle est l'échelle d'action ?

- ✓ Immeuble
- ✓ Voisinage
- ✓ En dehors du lieu d'habitation, sur le lieu de travail

## Quelle est l'attitude à adopter ?

- ✓ Créer l'événement déclencheur
- ✓ Avoir une culture commune
- ✓ Être pragmatique
- ✓ Avoir les mêmes valeurs, le même langage
- ✓ Être vecteur de communication
- ✓ Créer des communications adaptées

# World Café : Un Contrat dans la ville !

Café Cadre de vie et  
renouvellement urbain



**Contexte**

*Le territoire sur lequel vous êtes acteur s'insère dans une géographie prioritaire où aucune démocratie participative n'est mise en œuvre : Comment faire participer les acteurs du territoire au regard du cadre de vie et du renouvellement urbain?*

# World Café : Un Contrat dans la ville !



**Diagnostiquer**

*« Il faut réaliser un diagnostic afin d'identifier les atouts et les manques du territoire »*

*« Les habitants ne sont pas des experts techniques mais ils disposent d'une expertise d'usage »*

*« Prioriser la parole des habitants »*

*« Faire la ville sur la ville, valoriser les espaces »*

*« Aménagement urbain : cibler les espaces où les habitants sont acteurs »*

*« Etre proche des préoccupations des habitants »*

*« Il faut que les temps de participation soient suivi d'effet »*

# World Café : Un Contrat dans la ville !



**Mobiliser**

## Questions à se poser

Quels sont les besoins ?/ Que voulez-vous dans votre quartier ?

## Idées et réflexions

Faciliter les déplacements/ La réalisation par les habitants favorise l'adhésion et le respect des équipements/ Croiser les idées entre quartier afin de réaliser une carte sensible/ Donner les clefs d'entrée au départ afin que les habitants sachent quelle marge de manœuvre ils ont/ Expliquer le délai entre l'idée et la réalisation

## Comment favoriser l'adhésion ?

Greffer la problématique sur un autre événement/  
Sensibiliser dès le plus jeune âge pour favoriser le respect des équipements/ Mobiliser les enfants pour inciter les parents à participer

# World Café : Un Contrat dans la ville !



Synthétiser

## Comment fait-on ?

- ✓ Développer des ateliers permettant l'essor d'un processus créatif
- ✓ Balade urbaine : temps fort permettant l'échange ente les habitants, les élus et les techniciens
- ✓ Bien choisir l'ordre du jour : trouver une formulation, une accroche pour inciter à la participation
- ✓ Aller voir d'autres quartiers dans le but de recueillir des exemples de réalisation
- ✓ Diagnostic avec les bailleurs sociaux pour les logements
- ✓ Radio trottoir : premier contact
- ✓ Diagnostic en marchant à des horaires différents
- ✓ Faire visiter la ville aux nouveaux habitants
- ✓ Approche micro localisée
- ✓ Concours d'aménagement avec plusieurs projets puis inviter les habitants a en discuter

## Quelle est échelle d'action ?

- ✓ Immeuble
- ✓ Quartier
- ✓ Ville

## Quelle est l'attitude à adopter ?

- ✓ Donner le temps d'informer, de comprendre, réfléchir, cheminer dans le quartier
- ✓ Trouver le bon langage, le parler le vrai, le décodage
- ✓ Pédagogie : Ne pas dire que c'est impossible, mais réfléchir à la manière de faire

# World Café : Un Contrat dans la ville !

Café Développement  
économique



## Contexte

*Le territoire sur lequel vous êtes acteur s'insère dans une géographie prioritaire où aucune démocratie participative n'est mise en œuvre : Comment favoriser l'adhésion du public au regard du développement économique?*

# World Café : Un Contrat dans la ville !



**Diagnostiquer**

*« Effectuer un bilan des besoins en mobilité pour garantir l'accès à l'emploi »*

*« Toucher les jeunes pour connaître leur projet de vie »*

*« Quelle formation pour être acteur de sa vie ? »*

*« Par quel biais intéresser le public ? »*

*« D'où part-on et quelles sont les capacités pour solliciter le public ? »*

# World Café : Un Contrat dans la ville !

Mobiliser

## Acteurs à mobiliser

Ruches d'entreprises/ Régies de quartier/ Pôle Emploi/ Education Nationale/ Chambre de commerce et d'industrie/ Mission Locale/ Collectivités

## Lieu et actions à mobiliser

Co-working/ Salles collectives de travail / Pièce de théâtre afin de débloquent la parole

## Idées et réflexions

Accompagnement fort sur le retour à l'emploi/ S'inspirer du quotidien pour les événements à destination des habitants

# World Café : Un Contrat dans la ville !



Synthétiser

## Comment fait-on ?

- ✓ Job Dating
- ✓ Petit déjeuner de l'emploi
- ✓ Développer l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)
- ✓ Création de jeux de piste
- ✓ Réseaux sociaux pour la création d'événements
- ✓ Développer les formations pour la création d'entreprises
- ✓ Organiser des rencontres pour l'emploi et les amener ensuite à des salons ou manifestations extérieures
- ✓ Formation pour toutes les catégories d'âge
- ✓ Tutoring binôme jeunes-acteurs économiques

## Quelle est échelle d'action ?

- ✓ Immeuble
- ✓ Quartier
- ✓ Ville

## Quelle est l'attitude à adopter ?

- ✓ Identifier les têtes de réseaux (institutions/entreprises/ associations)
- ✓ Faciliter l'installation/ la création
- ✓ Réaliser un diagnostic des professionnels existants/ Prise de contact afin de faire un bilan de la situation locale
- ✓ Court terme= emploi
- ✓ Long terme= projet développement économique



**HAZEBROUCK**  
La ville qui vous ressemble

